

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne
ud-lhl.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-
durable.gouv.fr

St Etienne, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIGVARIS

ZI Sud d'Andrézieux
Rue B. Thimonnier - BP 60223
42170 Saint-Just-Saint-Rambert

Références : UID4243-EAR-026-107
Code AIOT : 0006108532

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement SIGVARIS implanté Rue B. Thimonnier - BP 60223 42173 Saint-Just-Saint-Rambert. L'inspection a été annoncée le 16/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection entre dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIGVARIS
- Rue B. Thimonnier - BP 60223 42173 Saint-Just-Saint-Rambert
- Code AIOT : 0006108532

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Sigvaris est spécialisée dans la fabrication de bas médicaux de compression. Au titre du code de l'environnement, c'est une installation classée soumise à autorisation, ce classement provient principalement de l'activité de teinture, apprêt et enduction de produits textiles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets aqueux - Chrome - Fer + Aluminium	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Rejets atmosphériques - Conduits - VLE	Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 3.2.2 - 3.2.3 et 9.2.1	/	Demande d'action corrective	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets aqueux - pH	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 suite à incident	Code de l'environnement du 13/06/2009, article L5126-20	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Surveillance des eaux souterraines dans un contexte de pollution	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article article 65 bis	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	GEREP - Prélèvements d'eau et Rejet aqueux	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a principalement permis:

- de mettre en évidence la mise en œuvre par l'exploitant de mesures correctives qui aboutissent à une nette amélioration de la maîtrise des rejets des effluents aqueux du site,
- de lever les attendus liés à l'incident suite à la fissure de la canalisation PVC véhiculant les effluents de teinture depuis les ateliers vers la station d'épuration.

Par ailleurs, il est attendu sous 9 mois une nouvelle campagne d'analyses portant sur les rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux - pH

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, pH
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/09/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : Extrait : Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : - pH compris entre 5,5 et 8,5 Suivi inspection 2025, constat n°2 (non-conformité) : Les effluents rejetés ne respectent pas les valeurs limites d'émission fixées pour le paramètre pH. Ces variations de pH impactent fortement l'efficacité de l'étape de coagulation/floculation/flottation, notamment pour les paramètres Chrome et Fe+Aluminium.
Constats : Les résultats saisis sur Gidaf depuis octobre 2025, date de la dernière visite d'inspection, jusqu'au 28 février 2026, date de la dernière saisie sur Gidaf, montrent l'absence de dépassements des valeurs limites de pH autorisées. L'exploitant a mis en place une injection d'acide sulfurique en tête de la cuve de coagulation en mode manuel à partir d'octobre 2025, en mode automatique avec une régulation de pH depuis janvier 2026. Cette opération a permis un retour à la conformité des rejets sur ce paramètre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets aqueux - Chrome - Fer + Aluminium

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE et des fréquences d'analyses

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, sur un échantillon représentatif des caractéristiques de l'effluent rejeté sur 24 heures et avant rejet des eaux résiduaires industrielles dans le réseau d'assainissement et après leur prétraitement, les valeurs limites en concentration, flux et fréquences d'analyses définies à l'article 2.1.3 (ces paramètres sont mesurés sur effluent brut non décanté) :

Suivi inspection 2025, constat n°3 (non-conformité) :

Les résultats d'autosurveillance montrent des dépassements des valeurs limites d'émission, principalement pour les paramètres Fe+Al.

Une fois le dispositif d'injection d'acide mis en place, prévu en octobre 2025 l'exploitant renforcera la surveillance des eaux rejetées pendant toute la phase de mise au point, et sur une durée minimale de un mois (voir constat précédent).

Avant le 15 novembre 2025, l'exploitant adressera à l'inspection un bilan des rejets en Cr et Fe+Al afin de justifier de l'efficacité des actions correctives réalisées et celles à venir (cas notamment du rejet d'aluminium lié à un surdosage de coagulant).

Si ces mesures sont insuffisantes pour assurer la maîtrise des rejets, des actions complémentaires seront proposées (modification des conditions d'exploitation, lissage des débits, nouveaux coagulants...)

Constats :

La qualité des rejets aqueux industriels en regard des paramètres Fe + Alu et Cr s'améliorent et se stabilisent (voir courbes en annexe). Il reste cependant quelques dépassements.

L'exploitant a indiqué réaliser des essais de Jar Test quotidiennement depuis la dernière visite d'inspection de septembre 2025 et a renforcé le suivi des paramètres Fe + Alu et Cr.

Il a mis en place un turbidimètre depuis mi-février 2026 en sortie de l'étape de flottation qui lui permet de détecter un dysfonctionnement du dispositif épuratoire et d'ajuster le traitement le cas échéant.

Le filtre à sable, en aval de l'étape de coagulation/floculation, a été remis en service.

Les toiles du filtre presse servant à la déshydratation des boues étaient colmatées, elles ont été changées fin décembre 2025. La déshydratation s'est depuis nettement améliorée, les boues déshydratées obtenues présentent une meilleure siccité, le volume de réactifs (chlorure ferrique et lait de chaux) est fortement diminué et par conséquent le volume de boue à évacuer aussi.

A deux reprises, entre le 10 et le 15 décembre 2025, le coagulant et le floculant utilisés sur site n'ont pas fonctionné lors des essais de Jar Test à l'échelle du laboratoire. Des échantillons de ces effluents ont été alors prélevés et envoyés au producteur de produits chimiques SNF. De nouveaux produits de coagulation floculation ont été recommandés par SNF et commandés par l'exploitant. Ils seront mis en place lorsque les réactifs en place ne fonctionnent pas.

L'exploitant a également indiqué avoir missionné un prestataire spécialiste dans le traitement de l'eau pour une aide au pilotage de la station d'épuration interne. Il interviendra une fois par mois

sur le site à partir du mois d'avril 2026.
L'inspection conclut que l'exploitant a mis en œuvre de nombreuses mesures pour assurer la maîtrise des rejets de son site. La qualité et la stabilité des rejets se sont améliorées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité : Bien que la qualité et la stabilité des rejets se soient améliorées, les résultats d'autosurveillance montrent encore des dépassements des valeurs limites d'émission, principalement pour les paramètres Fe+Al et Chrome. Il est attendu que l'exploitant maintienne la surveillance renforcée des eaux rejetées et adresse à l'inspection sous 3 mois un nouveau bilan des rejets en Cr et Fe+Al afin de justifier de l'efficacité des actions correctives réalisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 suite à incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/06/2009, article L5126-20
Thème(s) : Risques chroniques, Conséquence fissure canalisation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/09/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.
Constats : Suite à la présence d'une fissure détectée en août 2025 sur la canalisation PVC véhiculant les effluents de teinture depuis les ateliers vers la station d'épuration (canalisation de diamètre 200 mm, évacuation en gravitaire installée directement dans le sol), l'exploitant a engagé des travaux de chemisage de la conduite défectueuse en septembre 2025 afin de stopper l'infiltration des effluents via la fissure. La caractérisation de l'impact du rejet des effluents dans le sol (diagnostic de sol) a été réalisée en prenant compte de la composition des effluents rejetés, y compris pour des substances utilisées historiquement et plus utilisées aujourd'hui.

L'étude réalisée par un bureau d'études certifié LNE indique que les concentrations en éléments traces métalliques (arsenic et nickel) mesurés sur 2 échantillons, et en d'hydrocarbures HCT C10-C40 sur 4 échantillons sont faibles et semblent davantage à relier à une mauvaise qualité intrinsèque des remblais, qu'à un éventuel défaut d'étanchéité de la canalisation des effluents de teinture.

Au regard de la configuration du site (dalle béton sur l'ensemble de l'atelier) et de l'usage industriel actuel qui se poursuit, il n'est pas identifié de voie d'exposition qui remettrait en cause l'usage en cours.

Aucune préconisation d'action complémentaire n'est formulée par le bureau d'études au vu du diagnostic réalisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des eaux souterraines dans un contexte de pollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines dans un contexte de pollution

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les installations présentant une pollution des eaux souterraines du fait de leur activité respectent, sans préjudice des obligations encadrant les ouvrages de surveillance au titre de la loi sur l'eau (en particulier les articles L. 241-1 à L. 244-6 du code de l'environnement) et sans préjudice des obligations de gestion de cette pollution, les dispositions suivantes :

1° La mise en place de la surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable, ou sur la mise à jour d'une étude antérieure, considérant le contexte propre au site (état naturel et les éventuels aménagements du site ayant une incidence sur le contexte hydrogéologique), les substances pertinentes à surveiller (substances fabriquées, utilisées, stockées, etc.) compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier.

2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :

-le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;

-les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ;

-la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.

3° Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones sources pour ne pas risquer la

dispersion de la pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

4° Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur pour la gestion des sites et sols pollués, en particulier pour le prélèvement et l'analyse des échantillons d'eau

[...]

Constats :

En regard des conclusions du bureau d'études (voir constat précédent), il n'est pas utile de procéder à la mise en place d'un réseau de surveillance des eaux souterraines.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets atmosphériques - Conduits - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2011, article 3.2.2 - 3.2.3 et 9.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques - Conduits - VLE

Prescription contrôlée :

Article 3.2.2. Conduits / installations raccordées / Conditions générales de rejet

N° de conduit	Installations raccordées	Combustible	Débit nominal en Nm ³ /h	Puissance ou capacité kW
8	Chaufferie n° 2	gaz	150	200
9	Chaufferie n° 3	gaz	230	189
7	chaudière n° 5 de chaufferie n°1	gaz	550	1368
6	chaudière n° 3 de chaufferie n°1	gaz	200	302
5	chaudière n° 4 de chaufferie n°1	gaz		1368 prévue
2	local produits		1800	

	auxiliaires			
1	local cuisine couleur		550	
3	sas produits auxiliaires		760	
4	four			

Article 3.2.3. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets canalisés issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

Concentrations instantanées en mg/Nm^3	Conduits n° 1 à 4	*Conduits n° 5 à 9
Poussières	100 (si flux > 1 kg/h)	5
NO_x en équivalent NO_2		150
Composés organiques volatils totaux	110 (si flux > 2 kg/h)	
Composés organiques volatils totaux repris à l'annexe III de l'arrêté du 02/02/98	20 (si flux > 0,1 kg/h)	

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

* concentration exprimée sur gaz sec à 3% d'oxygène

Article 9.2.1. Auto surveillance des émissions atmosphériques

Les mesures portent sur les rejets n° 1 à 4 repris au chapitre 3.2 du présent arrêté.

Paramètre	Fréquence
Débit	Tri-annuelle
Composés organiques volatils totaux	Tri-annuelle

Les mesures portent sur les rejets n° 5 à 9 repris au chapitre 3.2 du présent arrêté.

Paramètre	Fréquence
Débit	Tri-annuelle
NO_x en équivalent NO_2	Tri-annuelle

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Ce contrôle est effectué par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception du rapport pour les contrôles.

La transmission des résultats des contrôles est accompagnée de commentaires :

- sur les dépassements constatés et leurs causes
- sur les actions correctrices prises ou envisagées
- sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge...).

La surveillance des rejets dans l'air porte également sur le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs. Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.

Constats :

La dernière campagne d'analyses des rejets atmosphériques date du 29 novembre 2024. La périodicité des campagnes d'analyses est respectée. Les VLE sont respectées.

Il est constaté que les analyses portant sur le paramètre *poussières* ne sont pas réalisées sur les conduits n°5 à 8. Il s'agit des rejets des chaudières fonctionnant au gaz naturel et donc a priori pas génératrices de poussières. L'exploitant a conscience qu'il doit exiger de son organisme de contrôle qu'il réalise toutes les analyses prescrites dans l'arrêté préfectoral.

Il a exprimé son souhait de demander un allègement des prescriptions relatives au paramètre *poussières* pour les rejets atmosphériques des 5 chaudières du site.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le conduit n°3 "sas produits auxiliaires" n'existe plus et qu'un sècheur "TUMBLER" est en place depuis 2015 et non pris en compte dans l'arrêté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité

il est attendu de l'exploitant qu'il réalise une nouvelle campagne d'analyses avec tous les paramètres définis dans son AP (9 mois).

Dans l'optique de réaliser une demande d'allègement des prescriptions relatives aux rejets atmosphériques de son site, et en regard des résultats de la campagne d'analyses à venir, il transmettra à Madame la préfète un porter à connaissance qui réactualisera la liste et l'emplacement de tous les conduits de rejets de l'établissement et apportera des éléments de justification de la demande d'allègement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 6 : GEREP - Prélèvements d'eau et Rejet aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Prélèvements EAU
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an - les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La déclaration GEREP pour l'année 2025 indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un prélèvement total de 9 233 m³ d'eau issue du réseau d'eau potable (AEP) et 44 125 m³ d'eau issue du réseau d'eaux industrielles soit un total de 53 358 m³ - un volume rejeté de 47 444 m³. <p>La différence d'environ 6000 m³ s'explique par le fait que les prélèvements pour les besoins domestiques/sanitaires sont également déclarés sur Gerep. Le volume rejeté ne concerne que les rejets des eaux industrielles et ne prend pas en compte les rejets des eaux sanitaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Observations</u></p> <p>Il est attendu que les prélèvements pour les besoins domestiques/sanitaires ne soient plus déclarés sur Gerep.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

ANNEXE

Fe+Al (7714) - eaux résiduaires
03/2024 à 02/2026

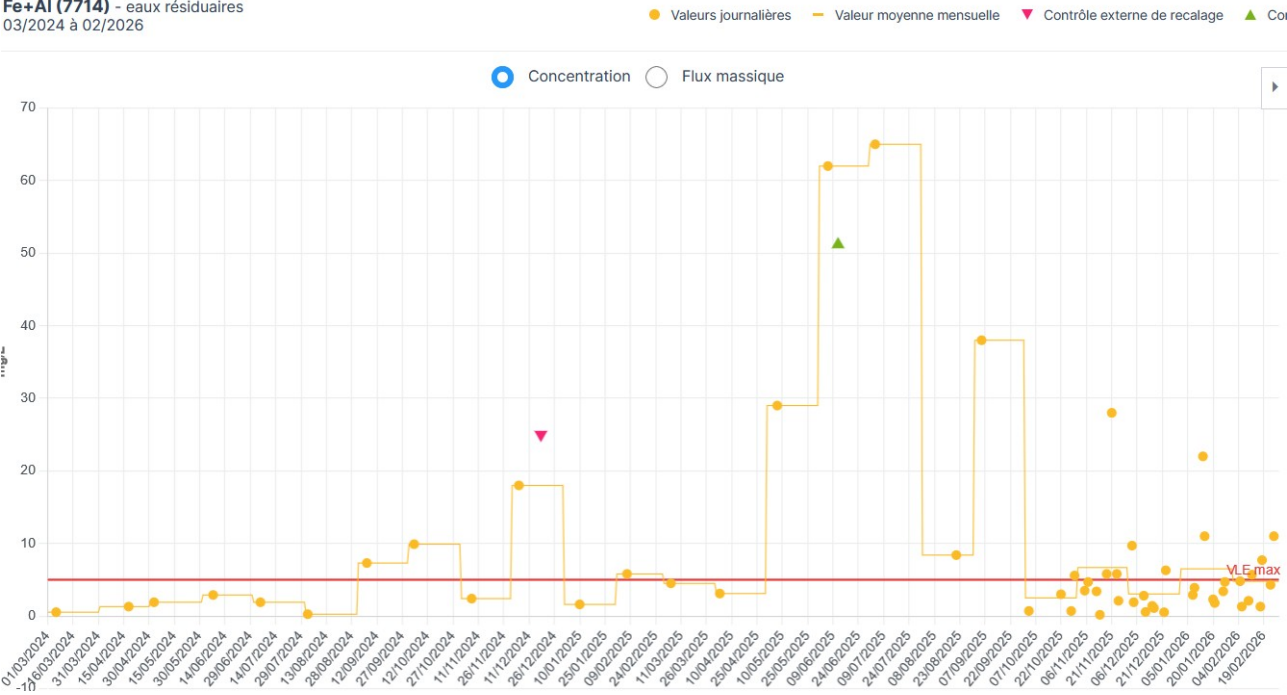


Figure 1: Renforcement de la périodicité des analyses - Amélioration significative depuis octobre 2025 – Paramètre Fe + Alu

Cr (1389) - eaux résiduaires
03/2024 à 02/2026

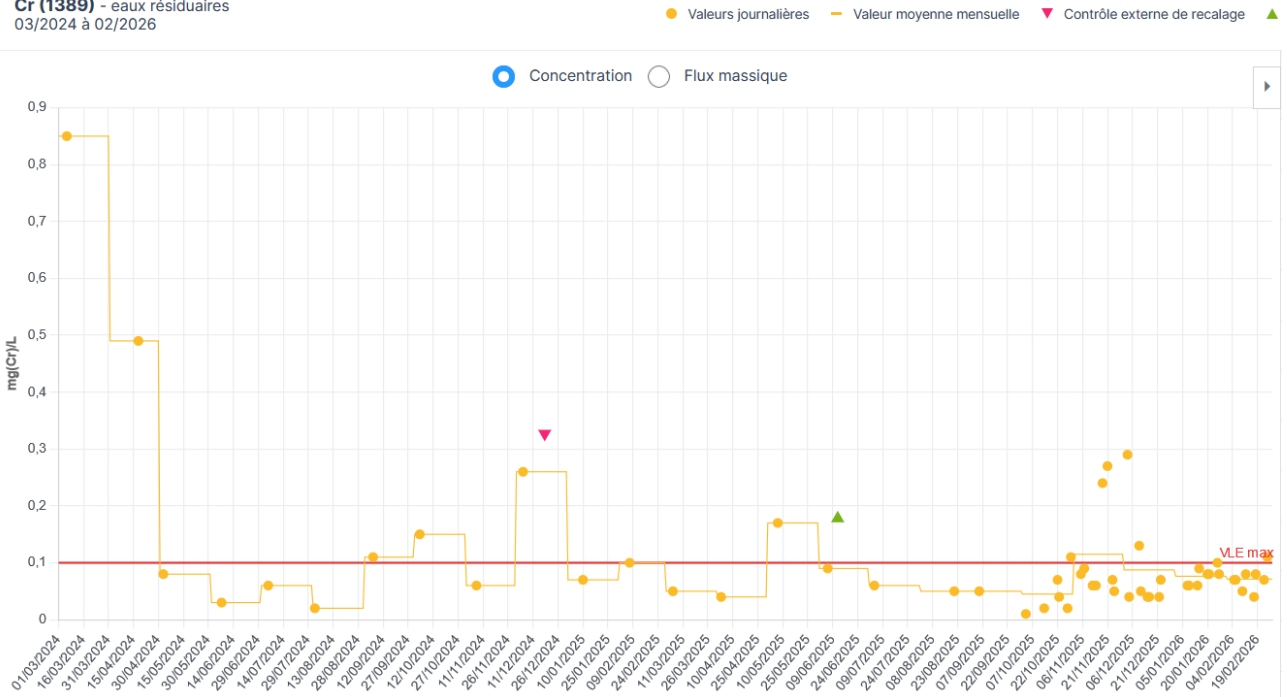


Figure 2: Renforcement de la périodicité des analyses - Amélioration significative depuis octobre 2025 – Paramètre Chrome